



Programme Femmes de Paix



2018

2019

Fédération Mères pour la Paix

BP 40728 59657 Villeneuve d'Ascq Cedex

federation@merespourlapaix.org

Tel : 06 01 22 65 65

Programme « Femmes de Paix »

En 2014, la Fédération *Mères pour la Paix* organisait pour son 20^{ème} anniversaire un congrès intitulé « les femmes déclarent la paix »

A cette occasion, l'association a décidé chaque année d'élire une « **Femme de Paix** » à partir d'un travail créatif de collégiens sur les valeurs incarnées par des femmes remarquables pour leur engagement en faveur de la Paix ou pour la défense des droits humains.

En même temps, il s'agissait d'intervenir dans les collèges pour sensibiliser les jeunes sur les thèmes des droits humains, d'égalité H/F, de guerre et de paix, thèmes redimensionnés autour de la sphère scolaire, de la sphère domestique, du quotidien.

L'école est un formidable lieu, un relais évident dans l'apprentissage et la défense des valeurs humanistes de notre société. Mais si l'éducation instruit, elle n'éduque pas à ce niveau. Soulignons l'importance de transmettre les valeurs comme le respect de l'autre, le sens du devoir, les droits humains, le vivre-ensemble, l'engagement, la solidarité et de lutter contre toute forme de violence.

L'originalité de notre démarche combine cet engagement à la mise en œuvre de pédagogies et d'apprentissages créatifs. La créativité en passant par des connections qui ne sont pas habituelles dans les savoirs existants, permet de sortir de nos schémas traditionnels et de susciter davantage l'attention de l'enfant.

Nous offrons un objectif non linéaire qui fait appel à des activités transdisciplinaires et des interventions d'intervenants extérieurs. Nos propositions veulent donc, en dépassant l'acquisition de savoirs traditionnels, introduire des activités, mobilisant des compétences et des savoirs (histoire, géographie, compréhension du monde moderne par ex.), développer la créativité et l'esprit de découverte des élèves qui, confrontés à des problèmes ou contextes réels, sont amenés à se questionner, rechercher, explorer, émettre des hypothèses, et finalement à construire et à créer.

Les nouvelles technologies viennent bien entendu en renfort de ce travail qui doit être un travail coopératif. Et l'on a bien vu d'année en année que les élèves s'approprient de plus en plus ces ressources.

En résumé, nous proposons un outil aux professeurs, qui, avec l'objectif bien défini du concours, permet de développer la créativité des élèves pour former des citoyens engagés, acteurs à part entière de leur avenir.

Quelques souvenirs

SurayaParlika, Femme de Paix 2014



Remise trophée Femme de Paix à Madame Parlika
Grande militante afghane pour la condition des femmes et la paix

Munira Subasic, Femme de Paix 2015



Remise trophée Femme de Paix par Gérard Caudron, Maire de Villeneuve d'Ascq

Munira Subasic est la présidente des Mères des Enclaves de Srebrenica-Zepa en Bosnie, militante pour la justice, la vérité et l'arrestation des criminels

Restitution 6 avril 2017



Fem

mes de Paix 2016/2017

Gwen Lister

Défenseure de la Liberté de la Presse en Namibie



Collège Camille Claudel

Remise du trophée par
Gérard Caudron
Maire de Villeneuve d'Ascq



Réception par Madame Cottenye, Conseil Départemental du Nord

**Barbara Hendricks Cantatrice,
de l'UNHCR**

Ambassadrice



Collège Ste



Claire



Remise du
trophée Château de Flers



Programme

Femme de Paix 2018/2019

Synthèse du projet

Ce programme se veut pédagogique et ludique.

Il s'agit en premier lieu de sensibiliser les jeunes des collèges à la Paix dans le monde et au rôle important des femmes dans le combat pour la Paix. Mais nous y associons une démarche citoyenne, de manière à pouvoir aborder avec les élèves les thèmes qui représentent nos valeurs fondamentales.

Il s'agit d'intervenir dans les collèges à raison de 3 séances par classe. Le programme est réparti sur 6 mois, de septembre à mars. En lien avec l'équipe éducative du collège, 10 à 12 membres de l'association des Mères pour la Paix, travaillant en binôme, se rendent dans chaque classe concernée pour trois interventions.

Nous abordons en priorité les problématiques de Mères pour la Paix, la guerre et la paix, mais aussi les thèmes de citoyenneté, en partant de la femme, composante essentielle de la société. Nous nous attachons à mettre en évidence, à travers la restitution de nos actions et de nos programmes, les valeurs humanistes que nous défendons et que nous voulons partager : Droits des Femmes, Justice, Tolérance, Paix, Solidarité.

Dans le même temps, nous abordons les valeurs qui touchent les élèves de près : lutte contre les discriminations, non-violence, harcèlement. Nous aborderons également cette année la situation des migrants et des enfants isolés. Nous pouvons nous aider de documents tels que Déclaration des Droits de l'Homme, Chartes etc..., mais les élèves sont aussi sollicités pour la recherche de documents illustrant nos discussions.

Nous proposerons notamment pour la deuxième intervention de donner au préalable aux élèves un jeu de questions sur les migrants, de manière à en débattre lors de la deuxième intervention, selon les possibilités du collège, permettant un vrai débat avec les élèves sur les droits humains, la lutte contre les discriminations et les inégalités.

La dernière intervention verra aborder le rôle important des femmes durant les conflits. Cette présentation doit donner lieu à un échange avec les élèves afin de leur donner des éléments pour leur permettre de mieux comprendre le parcours du personnage qu'ils auront choisi et les enjeux défendus.

Ces heures d'intervention sont suivies d'un temps de travail en classe avec les professeurs, au cours duquel les élèves devront fournir une recherche concernant la personnalité sur laquelle ils se sont engagés à travailler et qui doit aboutir sur un travail artistique sur un support de leur choix, et qui doit mettre en évidence les éléments : paix, droits des femmes, solidarité, tolérance, justice, courage, esprit de justice...) qui leur ont paru importants, caractérisant le personnage dont ils ont eu à défendre l'action. Les travaux seront restitués le 14 mars à Villeneuve d'Ascq et seront jugés selon la valeur technique et artistique de l'ouvrage. Enfin, suite à ce travail, une Femme de Paix sera élue parmi les personnages nominés, selon les valeurs que les collégiens auront su mettre en exergue. Si cela est possible, nous nous engageons à faire venir cette Femme de Paix dans l'établissement qui aura travaillé sur son parcours.

Témoignage de Madame Magneron.

Professeuse à Camille Claudel Villeneuve d'Ascq, Michèle Magneron est une des premières à adhérer au projet dès 2014.



Quels sont vos débuts avec le programme Femme de Paix ?

J'ai connu l'association il y a 4 ans par l'intermédiaire d'une adhérente qui avait ses enfants au collège Camille Claudel. Elle a fait une demande pour que les enseignants participent à un projet très nouveau : présenter une femme de paix. J'ai répondu à l'appel avec une collègue. J'avais envie de faire quelque chose mais je n'étais absolument pas convaincue. Le programme était très court et il fallait travailler entre l'heure du midi à raison de deux par semaine. Mais on s'en est très bien sorti et j'ai beaucoup aimé. On a eu la chance de recevoir Adèle Safi Kagarabi au collège, ça a été déterminant pour la suite. J'ai vu le combat d'une femme, beaucoup d'espoir et il y avait un message à transmettre aux élèves. Un message qui est très bien passé.

Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées ?

La première année, j'avais fait le programme en dehors de mon temps scolaire. Maintenant, je l'intègre dans mon temps scolaire et je fais le projet sur le temps de classe. L'avantage est que c'est sur mes cours donc je fais profiter une classe complète. Les difficultés sont que tous les élèves n'ont pas la même motivation.

Vous parlez de l'enthousiasme des élèves, avez-vous remarqué un impact sur vos élèves ?

Tout d'abord, le projet est intégré globalement à notre programme et le message passe beaucoup mieux puisqu'il y a une implication directe des élèves. Puis certains élèves s'approprient le projet.

Par exemple, cette année j'ai un élève qui pose énormément de problèmes en classe mais qui a adoré l'intervention de l'association. Il a ressenti que l'intervention de Nanou Rousseau était un vécu et lui aussi a un autre vécu. Mais globalement, j'essaime. Je laisse des panneaux dans ma classe. En 6ème, des élèves ont proposé de travailler sur les femmes au moment de la Grèce antique. Ils sentent que je suis sensible à ça. Et un de mes troisièmes va présenter lors de son oral de parcours citoyen le programme Femme de Paix. Certains élèves ont vraiment changé de comportement par rapport au travail scolaire et à l'institution. Ils ont complètement changé, mais dans un sens très positif.

Vous avez gagné le concours en 2015, quel travail avez-vous effectué avec les élèves ?

Je m'appuie toujours sur le travail des élèves. Nous avons reconstitué un procès et les textes, les répétitions, les costumes ont été faits entièrement par les élèves et leur famille. Je suis juste là pour les aider, simplifier le vocabulaire. Je réponds à leurs attentes.

Le projet s'intègre bien au programme scolaire ? N'est-ce pas trop d'investissement ?

Si, il y a un gros travail d'investissement. Cela me prend une dizaine d'heures et il y a aussi des heures en dehors des cours pour réaliser les plans d'un film ou des répétitions. Souvent, je pars de l'EMC et j'ai commencé à travailler sur des photos de jeunes filles emprisonnées par Boko Haram. A partir de ces photos, les élèves ont travaillé en groupe afin d'exprimer leur ressenti. Un beau travail de discussion. J'ai également travaillé sur la condition féminine au 19ème siècle car c'est dans notre programme d'histoire. J'ai ma propre référence car ma grand-mère a manifesté pour que les femmes puissent voter.

Quelle est la suite pour vous et le projet ?

Je suis déjà en train de réfléchir pour la restitution de l'année prochaine car j'adore surprendre. J'aime me lancer des défis. Le projet s'est prolongé auprès des ULISS. Mais le projet tient vraiment à l'investissement de l'enseignant... Et moi, j'arrêterai quand je n'aurai plus d'inspiration !

Interview réalisée par Cassandre Dewaegeneire, étudiante à l'ESJ

Une exposition itinérante pourra aussi être envisagée dans les collèges qui le désireront. Il s'agit d'une exposition de photos intitulée « Regard sur les femmes dans les conflits ». Ces photos ont été réalisées au cours des missions de Mères pour la Paix dans des pays en guerre auxquelles nous avons joint des photos de photographes de guerre (Alexandra Boulat, Louise Oligny, Michel Thenot, Christine Sprengler). Nos interventions sont appuyées par un document powerpoint adapté à chaque collège et éventuellement sur des extraits de film. Soulignons l'importance du dialogue qui doit s'instaurer avec les élèves.

Notre programme s'articulera autour des pôles et selon le schéma suivant :

Première heure : Brève
présentation de l'association 15 mns. Dialogue avec les élèves sur la notion d'engagement. Guerre et Paix, Culture de non-violence, Solidarité, Fraternité, Migration, Enfance isolée.

Deuxième heure : Atelier (s)
préparé au préalable et permettant un débat sur les thèmes : Citoyenneté, Droits des Femmes, Tolérance, Lutte contre les discriminations et les inégalités.

Troisième heure : Rôle
des femmes dans les guerres et présentation des « nominées » au prix Femme de Paix. Nous travaillons sur les femmes qui n'ont pas encore obtenu le trophée et auxquelles nous ajoutons d'autres personnalités choisies par notre association et ensuite par les élèves et leur professeur.

Les nominées :
Ces femmes ne sont pas des personnalités connues obligatoirement du grand public, mais bien connues par les structures et ONG spécialisées dans le domaine des droits humains. Leur parcours doit de toute manière être visible sur internet (Voir personnalités nominées).

Procédure et calendrier

Une dizaine de militantes de Mères pour la Paix se sont déclarées volontaires pour participer aux interventions, à raison de deux personnes par intervention. Nos interventions se feront avec l'aide d'un power-point et de documents pédagogiques. Un film pourra aussi servir de fil conducteur pour nos interventions. Une personnalité pourra être invitée ou un extrait de film proposé.

Nous rencontrerons les professeurs lors d'une réunion collective (comité de pilotage) qui aura lieu fin mai ou début juin, de manière à bien préparer nos interventions dès la rentrée de septembre. Les buts pédagogiques seront une valeur ajoutée pour l'enseignant.

Les interventions auront lieu simultanément dans les collèges à raison de 3 heures, à partir de la fin septembre. Nous devons dans la mesure du possible avoir terminé nos interventions pour la mi-février, de manière à ce que les travaux des élèves puissent être réalisés dans des délais raisonnables.

Une exposition d'une quinzaine de photographies sera proposée aux collèges sur la situation des femmes en temps de guerre. (Alexandra Boulat, Louise Oligny, Michel Thenot et photos Mères pour la Paix)

Outre les établissements déjà partenaires, Camille Claudel de Villeneuve d'Ascq, Ste Claire de Lille, Baudelaire de Roubaix, Jean Zay de Dunkerque, les collèges Guy Mollet de Lomme, les collèges suivants ont déjà donné leur accord : Collège Camus de Thumeries, collège Rabelais de Mons en Baroeul, collège Jean Macé de Bruay sur Escaut, collège Carnot de Lille, tous les collèges du département ont reçu une invitation.

Comme déjà énoncé, et faisant suite à nos interventions, les élèves devront fournir un travail de restitution au moyen du support choisi en coopération avec leur professeur. Le travail des élèves sera ensuite restitué au cours d'une réunion devant un jury. Chaque groupe disposera de 7 à 10 mns selon le nombre de participants, pour présenter son portrait et convaincre le jury qui les choisira, non seulement sur les mérites de la femme qu'ils se seront attachés à défendre, mais aussi sur la qualité du travail qu'ils auront produit et sur les valeurs dont ils auront pris conscience et su mettre en exergue.

Suivant le nombre de classes impliquées et l'éloignement de certains collèges, des pré-sélections locales pourraient avoir lieu en fin février.

Le Trophée et les prix

Le trophée Femme de Paix sera décerné le 14 mars 2019, au théâtre « La Rose des Vents » de Villeneuve d'Ascq. Un prix sera décerné pour les trois meilleurs travaux, placés en tête par le jury qui choisira ensuite avec un jury composé de trois élèves de chaque classe, la « Femme de Paix » selon les travaux qui leur seront rendus.

Le jury chargé d'évaluer et de sélectionner les travaux des élèves sera composé de membres de Mères pour la Paix, d'élus et de membres d'associations liées aux droits de l'homme et aux droits des femmes (Amnesty, Maison des Femmes, Libre-Marianne, Planning Familial, Louise Michel, CCFD).

Un autre jury composé pour chaque collège de 3 élèves et de leur professeur ainsi que de membres de Mères pour la Paix, sera alors chargé d'élire une femme de paix.

Le trophée « Femmes de Paix » est une statuette en verre. Il devrait être accompagné d'une aide financière. Une recherche de fonds sera effectuée pour financer le trophée ainsi que les prix décernés.

Jeudi 29 mars 2018, Mères pour la Paix présentait le bilan de son programme Femme de Paix 2017, Espace Concorde à Villeneuve d'Ascq

13 classes, 350 collégiens accompagnés par leurs professeurs restituaient leurs travaux effectués après les interventions de Mères pour la Paix dans les collèges depuis la rentrée des classes 2017.



Trophée Femmes de Paix 2017

Nominations

Habiba Surabi, Afghanistan

Une guerrière se bat pour les droits des femmes



En Afghanistan, le **Dr. Habiba Sarabi** est connue pour être la première femme gouverneure de province — un véritable exploit dans un pays qui réchappe aux conflits et aux épreuves depuis près de 40 ans. C'est dans ce contexte que sa passion pour les droits fondamentaux et l'éducation des femmes s'est intensifiée jour après jour. Éluë « Héroïne pour l'environnement » par la revue Time Magazine en 2008, elle occupe actuellement, après plusieurs postes ministériels, le poste prestigieux de conseillère au directeur général des Affaires féminines et de la jeunesse au sein du nouveau gouvernement.

Sima Samar, Afghanistan

L'ambassadrice de la lutte des femmes afghanes



Sima Samar a fait ses études à Kaboul, elle s'implique alors dans la vie politique sur les campus et adhère à l'association révolutionnaire des femmes en Afghanistan. Elle s'oppose à l'invasion soviétique en Afghanistan et elle doit s'exiler au Pakistan en 1983. Dans ce pays, elle fonde Shahada, une association caritative pour les femmes qui gère plusieurs hôpitaux et une cinquantaine d'écoles de filles. En 1989, elle quitte l'association révolutionnaire des femmes en Afghanistan. Après la chute des talibans, elle revient en Afghanistan où elle est nommée vice-présidente du cabinet provisoire d'Hamid Karzai et chargée de la question des femmes. En conflit avec ses membres les plus religieux, elle quitte le gouvernement en 2003. En mai 2009, elle est nommée

officier honoraire de l'Ordre du Canada « pour sa contribution à l'avancement des droits de la personne dans le monde entier, et particulièrement ceux des femmes ». Elle est actuellement présidente de la Commission indépendante pour les droits de l'homme en Afghanistan et rapporteuse spéciale des Nations unies sur les droits de l'homme au Darfour. En 2012, elle reçoit le Right Livelihood Award pour son « courage et sa constance dans la défense des droits humains, notamment des droits des femmes dans une des régions les plus complexes et dangereuses du monde ».

Cherifa Kheddar, Algérie

combat pour la reconnaissance des victimes du terrorisme

Un



Cherifa Kheddar est présidente de Djazaïrouna, une association d'aide aux familles victimes du terrorisme (créée à Blida en 1996). Blida, 24 juin 1996, 21 heures, un commando islamiste fait irruption dans la maison où Cherifa Kheddar réside avec sa famille : son frère et sa sœur sont tués sous ses yeux. Plutôt que de se laisser gagner par le chagrin et la peur Cherifa préfère combattre. Quatre mois après l'assassinat des siens elle crée Al Djazairouna. Cherifa Kheddar se bat pour la reconnaissance des dizaines de milliers de victimes du terrorisme algérien des années 1990 (notamment des femmes). Un combat qu'elle a su porter, avec les femmes de son association,

jusque sur la scène politique algérienne.

Seyran Ates, Allemagne

Une femme qui veut révolutionner l'image de l'Islam



Avocate et activiste germano-turque pour les droits des femmes, **Seyran Ates** s'est spécialisée dans la défense des victimes de crimes d'honneur. En 2004, elle reçoit le Prix de la femme par le sénat de Berlin pour son engagement contre les mariages forcés. Elle a abandonné en 2006 sa carrière à la suite de menaces de mort. Elle est de nouveau dans le collimateur des extrémistes et des islamistes fondamentalistes. Elle vient en effet de fonder à Berlin une mosquée ouverte à tous les courants de l'Islam, la mosquée Ibn Rushd-Goeth qui accueille hommes, femmes et homosexuels. C'est un lieu de débats où il sera possible de critiquer le prophète Mahomet et de discuter de réformes de l'Islam.

«Seuls niqabs et tchadors seront interdits», précise la fondatrice qui dit vouloir casser les tabous de l'Islam. Les femmes n'ont pas à porter le voile pour participer à la prière. Son action est remarquable pour les musulmans et aussi pour la perception que peuvent en avoir les non-musulmans.

Maha Almuneef, Arabie Saoudite

Briser les stéréotypes pour réaliser des objectifs



Maha Almuneef comprend de première main les défis d'affronter les tabous culturels. À ses 53 ans, la mère de trois enfants et Médecin spécialiste vit à Riyad en Arabie saoudite. Sans se laisser décourager par l'image traditionnelle de la place de la femme dans la société, elle a fondé le Programme national pour la sécurité de la famille (PNGA), la première institution spécifiquement destinée à s'attaquer à la question de la violence conjugale dans le pays. En tant que directrice générale du PNGA, elle concentre son attention sur les programmes de prévention ainsi que sur la formation donnée aux professionnelles/s, tels que les services de police et les avocats, pour l'amélioration du soutien apporté aux survivantes de la violence.

Leyla Yunus, Azerbaïdjan

Pour la Paix et la Démocratie



En détention depuis l'été 2014, **Leyla Yunus** et son mari ont été condamnés par la justice azerbaïdjanaise, le jeudi 13 août, à de lourdes peines de 8 ans et demi et sept ans de prison. Officiellement, leur condamnation répond à des accusations de crimes économiques, mais c'est bien un procès politique qui s'est tenu contre le couple. Leyla Yunus, l'une des plus célèbres opposantes au régime du président Ilham Aliiev, s'est imposée au fil des années et des persécutions comme le symbole de la dissidence azerbaïdjanaise. Elle avait fondé avec son mari, en 1995, l'Institut pour la paix et la démocratie, également très impliqué dans la réconciliation entre l'Azerbaïdjan et

l'Arménie. En 2013, elle avait reçu la Légion d'honneur, avant de rencontrer François Hollande un an plus tard à Bakou. La santé des époux Yunus s'est détériorée durant leur détention, et ils n'ont pas reçu l'aide médicale nécessaire. Leila a été libérée le 9 décembre 2015, très affectée par sa détention.

Khadija Ismayilova, Azerbaïdjan

Le combat pour la liberté d'expression, la vérité et la justice

Journaliste d'investigation de premier plan, elle a consacré sa vie à la défense des droits humains en Azerbaïdjan, ancienne République soviétique riche en pétrole, soumise à un régime autoritaire de plus en plus sévère. Deux ans à la tête du



bureau de Bakou de la Radio Azadlig, le service azerbaïdjanais de Radio Free Europe/Radio Liberty, puis présentatrice d'une émission-débat, **Khadija Ismayilova** a mené des travaux de recherche et rendu compte d'allégations de corruption, de relations commerciales malhonnêtes parmi des agents du gouvernement et des plus hauts rangs de la famille dirigeante. Farouche défenseuse de la libération des militants injustement emprisonnés, dans un pays où la liberté d'expression et d'association est de plus en plus restreinte, elle a exposé les actes illégaux du gouvernement consistant à exproprier et expulser de force des propriétaires en vue de réaliser des travaux pour le

concours de l'Eurovision. Elle a défendu sans relâche le droit à un dédommagement juste et équitable pour les victimes d'expropriation. Le gouvernement a riposté par des menaces et une campagne de diffamation virulente dans les médias détenus par l'État. Sans se décourager, elle a repris ses travaux d'enquête. Alors que l'Azerbaïdjan s'apprêtait à accueillir la première édition des Jeux européens en juin 2015, les mesures répressives à l'encontre des voix indépendantes se sont accentuées. Sur la base de fausses accusations, elle a été condamnée le 1er septembre 2015 à 7 ans et demi de prison à la suite de poursuites pour des motifs politiques, un procès entaché d'irrégularités et une campagne la discréditant.

Bakira Hasečić, Bosnie

La justice pour refermer les plaies



Bakhira Hasecic est présidente de l'Association des femmes victimes de guerre. Elle encore, est un témoin capital auprès du TPIY. Née en 1953 à Višegrad, Bakhira y vivait avec son mari et ses deux filles dans une maison près du pont Mehmed Pas. La vie était facile dans une communauté multiculturelle. A l'époque, la ville avait une population musulmane majoritaire. Malheureusement, cela ne devait pas durer. Un jour d'avril 1992, un officier se présente chez elle avec ses soldats, sa fille de 18 ans est violée sous ses yeux. Voulant la défendre, elle est aussi violée. Elle apprendra plus tard que 17 membres de sa famille ont été tués et que sa sœur, prisonnière à Vlasenica, a été violée à maintes reprises puis assassinée. Son corps a été retrouvé dans trois charniers différents. Bakhira a reconnu l'un de ses violeurs, Milan Lukic. En 1998, Bakhira a montré un courage remarquable en menant le combat du retour des survivants dans leur ville natale en alléguant que la honte devait se situer au niveau des bourreaux et non des victimes. Elle a créé Udruženje Žene-Žrtve Rata, l'Association des femmes victimes de la guerre en 2003 comme moyen d'unir les femmes violées et victimes de violence sexuelle pendant la guerre. L'objectif de l'association est de relever tous les témoignages des victimes de violences sexuelles et d'offrir un abri aux femmes qui voudraient témoigner devant les tribunaux. Les membres de l'association sont des femmes, des filles et des adolescents victimes de violences sexuelles, les hommes sont également devenus membres en 2006. Bakhira pense qu'il reste encore beaucoup à faire.

Vesna Andrée Zaimovic, Bosnie

Le multimédia au service de plusieurs causes



Grande défenseuse des droits de la personne, **Vesna Andree Zaimović**, considérée comme l'une des personnes les plus créatives de cette industrie, est co-créatrice du portail Internet de Radio Sarajevo, l'un des sites les plus visités de Bosnie-Herzégovine, mais aussi pour beaucoup la meilleure source d'information du nouveau paysage médiatique du pays. C'est elle qui a conçu aussi, le premier projet en ligne destiné aux personnes défavorisées, Manjine.ba, qui met en lumière les grands succès de la lutte pour leurs droits et qui a donné naissance à une véritable communauté en ligne. Musicologue de formation, elle a participé au concours Eurovision de la chanson, un programme télévisé d'une longévité exceptionnelle

Sanja Juricic-Franci, Bosnie

Se battre pour l'égalité des sexes



Quelque part dans une région rurale d'Herzégovine, dans un établissement vinicole à la sortie de la ville, au milieu des fûts de vin, une femme de 32 ans fixe les vignobles. Elle s'appelle **Sanja Juričić-Francić**. Avec deux autres femmes, sa sœur et sa mère, elle dirige l'établissement vinicole « Gangaš » de Čitluk, en Bosnie-Herzégovine. Sanja est titulaire d'une maîtrise en agronomie et poursuit des études post-universitaires en économie. Épouse et mère de famille, Sanja est aussi une entrepreneuse qui a réussi. Œnologue, elle a dû combattre les préjugés et les stéréotypes habituels de cette profession dominée par les hommes. « Pour moi, en tant que femme, l'égalité des sexes signifie avoir la liberté de faire mes propres choix concernant ma vie, sans être victime

de préjugés sociaux.

Jesselyn Radack, Etats-Unis

La défenseuse des lanceurs d'alerte



Jesselyn Radack est une avocate américaine œuvrant à la défense des droits de l'homme. Elle est essentiellement connue pour avoir représenté des lanceurs d'alerte, des journalistes et des hacktivistes. Elle a défendu des personnes qui suscitent le plus souvent de vives polémiques aux États-Unis, dont Thomas Drake, un lanceur d'alerte condamné pour espionnage même s'il a révélé les agissements illégaux de la National Security Agency. C'est suite aux attentats du 11 septembre 2001 que la vie de Jesselyn bascule. Après avoir découvert les méthodes d'interrogatoire du gouvernement, elle refuse de se taire. Les plus hautes autorités ont donc tout tenté pour la discréditer et attirer le regard de l'opinion publique sur l'avocate plutôt que de laisser les gens réfléchir au vrai problème sous-jacent : la torture des prisonniers. En 2015, elle lance *Whisper* (the whistleblower and source protection program) une structure qui offre une aide juridique et des solutions de cryptage aux lanceurs d'alerte.

Meaza Ashenafi, Ethiopie

Le combat d'une avocate éthiopienne



Pionnière de la défense des droits des femmes en Éthiopie, son pays, **Meaza Ashenafi** a servi de modèle à l'héroïne du film *Difret*. Ce film raconte l'histoire d'une jeune éthiopienne de 14 ans, Hirut, kidnappée sur le chemin de l'école en pleine campagne. Une tradition ancestrale veut que les hommes enlèvent celles qu'ils veulent épouser. Violée, battue, la jeune fille réussit à s'échapper en tuant son agresseur. Retrouvée par la police, elle est accusée de meurtre et risque la peine de mort. Une jeune avocat, Meaza Ashenafi, va alors la prendre sous son aile et va tenter de défendre ses droits. À titre d'avocate, elle représente des milliers de femmes à la cour. Elle se consacre à faire connaître les besoins des femmes défavorisées par les structures sociales et économiques. Elle se sert de son expérience juridique pour faire pression en faveur d'amendements aux lois constitutionnelles qui défavorisent les femmes éthiopiennes.

Zarina Khan, France

Artiste pour la Paix. France



Zarina Khan est philosophe, écrivain, réalisatrice, actrice et metteur en scène, Directrice artistique et pédagogique de l'Union des Compagnies Zarina Khan, Paris, Rhône Alpes et Grand Ouest.. Elle crée la méthodologie « Ateliers d'écriture et de pratique théâtrale ZK » et initie le réseau national et international de ces ateliers. Elle applique cette méthode dans des situations de conflits (Sarajevo, Beyrouth en guerre) et de tensions (quartiers dits difficiles, jeunes en rupture). Spécialiste des Droits de l'Enfant, elle crée des programmes d'Éducation à la Citoyenneté, de prévention de la violence et des conduites à risques, de sensibilisation à l'environnement et des programmes post traumatiques pour les enfants atteints par la guerre. Elle a été nommée au prix

Nobel de la Paix 2005.

Anne Nivat, France

La parole aux sans voix.



Grand reporter et reporter de guerre, prix Albert-Londres en 2000, elle se spécialise depuis près de seize ans dans des zones sensibles (Tchéchénie, Irak, Afghanistan...), parfois clandestinement et toujours en indépendante, c'est-à-dire sans être salariée d'une rédaction, même si elle est publiée dans l'hebdomadaire *Le Point* depuis plus de dix ans. Après avoir été correspondante en 1998 à Moscou pour *Libération*, **Anne Nivat** est depuis 2004 envoyée spéciale pour *Le Point*. Elle collabore à *l'International Herald Tribune*, au *New York Times* et au *Washington Post*. Depuis 2010, elle enseigne en master 2 de journalisme à l'Académie du journalisme et des médias (AJM) à l'université de Neuchâtel. En avril 2014, elle rejoint l'équipe de l'émission *Le Grand Journal* de Canal+, une expérience qui durera trois mois. Elle publie le 1^{er} mars 2017 chez Fayard, *Dans quelle France on vit*. Dans les 16 dernières années, elle a passé son temps à arpenter, en toute indépendance, ces pays en guerre où l'on ne donne pas la parole à la population locale. Ne logeant que chez les habitants, quels qu'ils soient, vêtue comme une femme locale, prenant son temps, Anne Nivat revendique le « droit à la lenteur » et le reportage « à l'ancienne », ne jurant que par l'expérience directe.

Lisa Azuelos, France

Des films pour sensibiliser



Fille de Marie Laforêt, cette femme rouleau compresseur n'a pas attendu 2016 pour se scandaliser du sort réservé aux femmes d'ici et d'ailleurs. Productrice associée à tous ses films, elle avait déjà investi tous les bénéfices de « Lol » (4 millions d'entrées) dans un court-métrage pour une association. En 2014, son court-métrage sur le mariage forcé (« 14 millions de cris », avec Julie Gayet) affichait 550 000 vues en trois jours sur YouTube. Au lendemain des premiers attentats parisiens, son sang n'a fait qu'un tour et sa colère s'est cristallisée : « Daech, c'est la guerre et la destruction partout dans le monde. À la base de cette idéologie qui instrumentalise l'islam, on trouve quoi ? La haine du corps des femmes. C'est par ça qu'il faut commencer à lutter. » Avec son énergie à dégommer les montagnes, elle cherche illico un mot fédérateur et fonde l'association Ensemble contre la gynophobie. Elle défend ardemment la laïcité et l'égalité Homme-Femme et s'érige en procureur contre les religions qui, selon elle, ont instrumentalisé le sacré pour imposer une vision masculine d'un Dieu unique.

Latifa Ibn Zaten, France

Militante de la laïcité



Latifa Ibn Ziaten, née le 1^{er} janvier 1960 à Tétouan au Maroc est une responsable associative franco-marocaine. Elle est la mère de Imad Ibn Ziaten, le premier militaire assassiné à Toulouse par le terroriste Mohammed Merah le 11 mars 2012. Elle décide de créer l'association *Imad-Ibn-Ziaten pour la jeunesse et pour la paix* en avril 2012, dans le but de venir en aide aux jeunes des quartiers en difficulté, et de promouvoir la laïcité et le dialogue interreligieux. L'association est parrainée par l'acteur Jamel Debbouze. En février 2014, en présence du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, le Conseil représentatif des institutions juives de France de Midi-Pyrénées rend hommage à son association en lui remettant un prix pour honorer son travail. Elle obtient également le soutien du ministère de l'Éducation nationale qui lui octroie une subvention annuelle. En janvier 2015, elle est invitée à la synagogue de la Victoire à Paris, en présence du président de la République, François Hollande, pour allumer une bougie en hommage aux dix-sept victimes de l'attentat contre Charlie

Hebdo et de la prise d'otages du magasin Hyper Cacher de la porte de Vincennes. Le 19 novembre 2015, en présence du président Hollande, Latifa Ibn Ziaten reçoit le Prix pour la prévention des conflits de la fondation Chirac, pour son action de promotion d'un dialogue inter-religieux et d'une culture de la paix.

Pinar Selek, France

Le refus de la violence



Militante turque, féministe et sociologue, **Pinar Selek** raconte comment le féminisme turc a instauré un nouveau mode de contestation basé sur le refus de la violence, déterminant dans l'histoire turque. Sociologue, elle dénonce la culture militariste de son pays, la Turquie, les rapports de domination qui s'y exercent et les exclusions qui en découlent, notamment celles des transsexuels, cœur du premier livre écrit sur le sujet, et à l'origine d'une solidarité nouvelle. Alors qu'elle s'intéresse à la question kurde, Pinar Selek est arrêtée par la police turque. Elle refuse de donner les noms des personnes interviewées, malgré la torture, et découvre une autre forme de harcèlement, politico-judiciaire celui-ci: elle est accusée d'avoir participé à un attentat qui fit des morts et des blessés au marché aux épices d'Istanbul, en 1998. Bien que plusieurs expertises aient attribué le drame à l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz, Pinar Selek est condamnée à plusieurs reprises – la dernière fois à perpétuité.

Elle a connu la prison et la torture et vit maintenant exilée en France.

Sampat Pal Devi, Inde

La chef de gang en sari rose



Sampat Pal Devi fait partie de la caste des Intouchables et a été mariée à l'âge de 12 ans. Un jour, Sampat a vu un mari de trop battre sa femme. Elle lui a demandé d'arrêter, il a refusé, elle est allée chercher une branche de bambou et l'a fait fuir. Cet événement qui semblait sans grandes conséquences a causé un effet d'émulation dans tout le comté. De nombreuses femmes ont aussi adopté le bambou et beaucoup sont venues rallier Sampat. Bientôt des femmes ont commencé à venir des environs pour demander les services du gang. C'est en 2006 que Sampat Pal Devi a décidé qu'il fallait un nom et un uniforme à son groupe de vengeresses : elles ont adopté le sari rose et se sont baptisées 'Gulabi Gang'.

Asnaini Mirzan, Indonésie

Diriger un village sur un pied d'égalité



S'inspirant de la carrière de ses parents dans le service public, **Asnaini Mirzan** a décidé d'accorder une place aux femmes dans ses politiques locales. Comme la première et seule femme à la tête d'un conseil de village dans la province d'Aceh, elle montre par son exemple même que les femmes peuvent être à la fois des leaders, des agricultrices et des mères. Ses objectifs visant à améliorer l'accès des femmes aux soins de santé, à parvenir à la parité entre les sexes à l'école et à créer des processus administratifs transparents ont beaucoup progressé, tout en contribuant au maintien de la paix et au développement du village. Elle donne également des cours d'agriculture aux femmes dans le but de soutenir leur indépendance économique.

Sara Najafi, Iran

Libérer la voix des femmes en Iran



De la patience et de la ténacité, **Sara Najafi** n'en a pas manqué alors que les obstacles se sont multipliés sur son chemin. Si elle a su rallier à sa cause sans trop de mal les Iraniennes Parvin Namazi et Sayeh Sodeyfi, les Françaises Jeanne Cherhal et Elise Caron et les musiciens Edward Perraud et Sébastien Hoog, ainsi que la Tunisienne Emel Mathlouthi, convaincre les autorités a été beaucoup moins évident. Dans le film, on la suit en micro caché dans les bureaux du fameux Ministère de la Culture et de la Guidance Islamique où on lui explique que pour telle ou telle raison, et parfois même sans lui donner de raison puisqu'il n'y en a pas vraiment, son concert ne peut voir le jour. Elle va même jusqu'à interroger un théologien pour qu'il lui explique la raison de cette interdiction. Plus d'une fois, son projet a failli tomber à l'eau mais Sara Najafi a tenu bon et heureusement ! Grâce à sa persévérance, ce concert rassemblant uniquement des voix féminines a bien eu lieu et a été très bien accueilli par son public (mixte). Le documentaire a été salué dans de nombreux festivals à travers l'Europe et, Ayat et sa sœur l'espèrent, bien qu'il ne sortira a priori pas en Iran, il saura quand même toucher sa population et réveiller ses envies de liberté.

Maryam Radjavi, Iran

Les femmes, la force du changement en Iran



Femme politique iranienne. Épouse de Massoud Radjavi, un des fondateurs et dirigeant de l'Organisation des moudjahiddines du peuple iranien, elle est la présidente élue du conseil national de la résistance iranienne depuis 1993. Sa sœur aînée a été tuée par la police secrète du chah, son autre sœur arrêtée par le régime des mollahs en 1982. Enceinte à l'époque, elle a été pendue après avoir été violemment torturée. Maryam Radjavi a rejoint l'OMPI dans sa jeunesse. Après la révolution antimonarchique de 1979, elle se présente aux premières législatives à Téhéran en 1980. Mais, en raison de la fraude électorale généralisée du nouveau régime intégriste, aucun des candidats de l'opposition n'entre au Parlement. Malgré la fraude, Maryam Radjavi reçoit plus de 250.000 votes. Maryam Radjavi déclare : « la question des femmes et le mouvement de l'égalité sont liés à la lutte contre l'idéologie réactionnaire et l'intégrisme.

Son mouvement a gagné des victoires significatives en faveur du changement de régime et l'instauration de la liberté et la démocratie en Iran par son soutien et la reconnaissance de la Résistance iranienne et de l'opposition organisée dans les camps d'Achraf et de Liberty. Le mouvement a gagné en crédibilité et en légitimité internationale. mené une campagne internationale en faveur des membres de la Résistance iranienne à Achraf et Liberty, avec des centaines de déclarations des organisations des droits humains, de nombreux rapports et déclarations d'organisations affiliées aux Nations Unies, et des déclarations de milliers de parlementaires dans le monde, en plus de multiples résolutions de parlements et d'institutions internationales.

Atena Farghadani, Iran

Artiste et militante



Atena Farghadani a été condamnée le 1er juin 2015 après qu'un tribunal révolutionnaire l'a déclarée coupable, à l'issue d'un procès d'une iniquité flagrante, de « rassemblement et collusion en vue de nuire à la sûreté de l'État », de « diffusion de propagande contre le régime », d'« insulte envers les membres du Parlement par le biais de peintures » et d'« outrage au guide suprême ». Toutes ces charges étaient en relation avec ses activités pacifiques, notamment le fait d'avoir rencontré des proches de prisonniers politiques, critiqué les autorités sur les médias sociaux et par le biais de son art, notamment une caricature faisant la satire de membres du Parlement, qui examinaient des projets de loi visant à restreindre l'accès à la contraception et aux services de planning familial. Elle a été libérée le 3 mai 2016. La libération d'Atena Farghadani représente une victoire juridique et morale pour elle, et encourage des militants du monde entier à continuer à se mobiliser en faveur de la libération d'autres prisonniers d'opinion en Iran, ainsi que pour une réforme des lois injustes utilisées pour les envoyer en prison.

Ada Pelleg, Israël

La musique au service de la Paix.

Collège Sainte-Claire de Lille



Musicienne et chef d'orchestre reconnue internationalement, **Ada Pelleg** est une voix puissante sur la scène musicale israélienne. Cette femme israélienne œuvre depuis plus de quinze ans pour réunir les différentes communautés de son pays avec une idée simple mais de génie : employer la musique comme vecteur de conciliation entre les mondes arabes et juifs. Elle est la parfaite illustration d'un talent mis au service de la tolérance, de l'humanité. Ada Pelleg, qui dirige le Centre de Musique de Galilée, croit passionnément au pouvoir de la musique comme formidable véhicule pour rassembler les différentes communautés en Israël et établir des ponts. Ada Pelleg œuvre pour la paix et la coexistence des différentes communautés. Elle dirige régulièrement des concerts avec des musiciens de divers pays arabes. Dès 1999, elle a produit, avec l'aide de l'ancien ambassadeur d'Israël en Russie, un concert multiculturel de musique classique avec flûte, flûte

arabe (Ney) et danse orientale. Depuis, elle multiplie les initiatives : en 2007, elle produit un concert de musiciens arabes dans le cadre du Concours International de flûte de Haïfa ; en 2013, dans le tout nouvel Auditorium de Nazareth, elle initie en Galilée des master-classes de flûte pour flûtistes arabes et israéliens, et en 2014 elle fait jouer de jeunes musiciens arabes virtuoses

Emma Bonino, Italie

Figure de proue italienne de l'avortement



Emma Bonino est une femme politique italienne, membre des radicaux italiens. En 1973, elle participe à la fondation du centre d'information sur la stérilisation et l'avortement (CISA), à Milan. Elle avoue avoir pratiqué des IVG, alors interdites en Italie. Elue en 1976 à la Chambre des députés, elle se présente 3 ans plus tard, au Parlement européen, alternant entre ces deux assemblées pendant près de 20 ans. En 1993, elle est désignée secrétaire du Parti radical. Elle est nommée commissaire européenne à la Pêche et à la Consommation en 1995. Elle quitte le Parlement européen en 2006 pour devenir ministre du Commerce international et ministre pour les Affaires européennes dans le

gouvernement de Romano Prodi. A la suite des élections générales de 2008, elle devient vice-présidente du Sénat de la République.

Annie Nushann, Liberia

Bâtir la paix sous le leadership de femmes



Bâtir la paix sous le leadership de femmes. Messagère de la paix, mère de dix enfants et directrice de la première Cabane de la paix et du premier Centre d'autonomisation des femmes au Liberia, **Annie Nushann** est bien connue de toutes celles et tous ceux qui se sont employés à consolider la paix au lendemain du conflit qui a ravagé son pays. Les 17 Cabanes de la paix et Centres d'autonomisation des femmes actuels ont permis de former 425 femmes leaders aux compétences nécessaires pour la résolution de conflits, l'édification de la paix et l'autonomisation économique. Plusieurs d'entre elles ont même commencé à former aujourd'hui d'autres femmes. Les cours de gestion financière et opérationnelle de petite entreprise dispensés par ces centres ont contribué à

l'instauration d'une paix durable et au renforcement de la vie économique grâce aux capacités de leadership apportées à celles qui y participent.

Saran Keita Diakité, Mali

Consolider la paix et faire naître l'espoir



Les histoires de viols collectifs, de mariages forcés et de pères contraints de violer leur propre fille sous la menace d'une arme l'empêchent de dormir. **Saran Keita Diakité** a écouté d'innombrables femmes raconter les atrocités infligées à la population de son pays déchiré par la guerre, le Mali, par des groupes armés depuis le coup d'État militaire commis en mars 2012. En avril 2012, elle fut l'une des rares femmes à prendre part aux pourparlers de paix à Ouagadougou, au Burkina Faso, alors que dans le monde entier, les femmes se frayaient lentement un chemin vers les pourparlers de paix.

Anuradha Koirala, Nepal

La lutte contre l'exploitation sexuelle.



Anuradha Koirala est née en 1949 au Népal. Activiste social, fondatrice de Maiti Nepal, une organisation à but non lucratif pour aider les femmes en situation de détresse, en particulier pour lutter contre le trafic sexuel en direction de l'Inde. Pendant plus de vingt ans, elle enseigna l'anglais dans des écoles réputées de Katmandou. En 1993, Mme Koirala fonde Maiti Nepal dans le but de fournir une aide à des enfants et à des femmes qui ont enduré des souffrances indicibles, victimes de la traite sexuelle à l'intérieur

du Népal et hors frontières. Son premier travail a été de fonder un centre de réhabilitation pour offrir un foyer à celles qui n'avaient nulle part où se tourner. Maintenant, Maiti Nepal a trois maisons de prévention, neuf foyers de transit, deux centres de soins palliatifs et une école secondaire. Grâce à sa ferme détermination, plus de mille enfants reçoivent quotidiennement des aides directes. Aujourd'hui, elle mène des campagnes de prise de conscience, de sensibilisation des communautés, des opérations de sauvetage des femmes un appui juridique aux victimes. Elle a reçu une trentaine de prix nationaux et internationaux en reconnaissance de ses actes héroïques pour faire avancer la cause des enfants et des droits des femmes. Elle a également été nommée ministre d'État en raison de l'importance de son travail.

Florence Ndagire , Ouganda

Le combat pour la justice pour toutes et tous



Florence Ndagire est devenue la première avocate malvoyante en Ouganda, un pays certes moderne à de nombreux égards, mais qui ne crée pas souvent de programmes d'enseignement et d'outils pédagogiques pour les personnes malvoyantes. Elle a eu beaucoup d'obstacles à franchir, et elle est devenue un exemple pour beaucoup, y compris les personnes handicapées, en prenant la défense de leurs droits humains. Elle siège actuellement au Conseil d'administration de la National Union of Women with Disabilities Uganda (Union nationale des femmes handicapées en Ouganda), et elle est également la présidente du Groupe consultatif régional de la société civile pour l'Afrique de l'Est, qui fournit des conseils à ONU Femmes.

Abia Akram, Pakistan

Coordonner le Forum des jeunes handicapés du Commonwealth.



Abia Akram, une jeune femme du Pakistan âgée de 30 ans seulement, a vécu comme peu de gens pourraient l'imaginer. Elle n'est pas seulement la première femme handicapée du Pakistan à recevoir la prestigieuse bourse d'études Chevening, bourse britannique couronnant l'excellence académique et le leadership, mais elle est aussi la fondatrice d'une ONG bien connue, le Forum national des femmes handicapées (National forum of Women with Disabilities), qui cherche aujourd'hui à former des filles et des femmes aux qualités de leadership à travers le monde. Titulaire de deux maîtrises, elle préside le Conseil de la jeunesse de l'UNICEF et œuvre à promouvoir l'éducation, la formation et le leadership au profit de femmes et de filles handicapées.

Valérie Khan, Pakistan

Les femmes vitriolées au Pakistan



Valérie Khan dirige avec son mari l'ONG Acid Survivors Foundation (ASF). En 2006, Fagir d'origine pachtoune et Valérie lancent l'ASF, plongeant du même coup dans une des réalités les plus taboues du pays. Ils enquêtent sur les cas de femmes vitriolées qu'ils font bientôt bénéficier de greffes de peau. L'ASF se mobilise aussi devant les tribunaux. En novembre 2009, première grande victoire: la Cour suprême annule l'acquittement d'un instituteur ayant défiguré une adolescente qui avait refusé ses avances. La presse locale s'empare de l'affaire. La plus haute juridiction convoque ensuite une audience pour faire un état des lieux sur le vitriolage. Valérie est dans la salle. Le juge en chef lui demande de témoigner... en ourdou. Deux ans plus tard, début de consécration: le Pakistan renforce les sanctions

contre les jets d'acide, désormais passibles de 14 ans de prison et 10.000 dollars d'amende, une fortune dans ce pays pauvre. Depuis, le taux d'inculpation a triplé. Et le combat de Valérie a inspiré un documentaire sur les victimes de l'acide qui a permis l'an dernier au Pakistan de remporter son premier Oscar.

Wafa Khaleel Ayyad Muammar, Palestine

Mettre fin à la violence contre les Femmes



À 43 ans, **Wafa Khaleel Ayyad Muammar** fait partie de la première génération de femmes à avoir intégré les forces de police civile de Palestine, juste après son établissement il y a moins de 20 ans, alors que prévalait une situation de conflit et de crise humanitaire. Aujourd'hui, en tant que responsable Unité de Protection de la Famille et de la Jeunesse de la Police Civile Palestinienne, la lieutenant-colonelle Wafa Khaleel Ayyad Muammar est la policière la plus haute gradée au sein de la police, malgré la pression sociale qu'elle subit. À seulement 17%, la Palestine compte l'un des plus faibles taux de représentation des femmes dans la population active au monde. Muammar a eu le courage de bâtir une carrière fructueuse parallèlement à ses obligations familiales, ouvrant ainsi la voie pour les autres femmes dans la police. Elle a démontré à beaucoup que les femmes peuvent réussir, même au beau milieu d'un conflit

intense. Les bouleversements dans son environnement n'ont eu d'autre effet que de renforcer ses objectifs et d'intensifier son désir croissant d'assurer la sécurité des femmes et des enfants contre la violence domestique. Son travail aujourd'hui lui donne l'occasion de protéger beaucoup de femmes et de filles contre la violence, et elle insuffle le même sens de mission à son personnel de police. Elle éprouve beaucoup de difficultés pour atteindre ses objectifs mais elle travaille avec obstination à ne jamais faire perdre espoir aux femmes qu'elle soutient.

Natasa Kandic, Serbie

Résister pour la justice et la vérité



Sociologue de formation, **Natasa Kandic** est une militante des droits de l'homme serbe. Elle est la fondatrice et directrice de l'*Humanitarian Law Center*, un organisme fondé en 1992 et faisant la promotion des droits de la personne et de la réconciliation des composantes de l'ancienne Yougoslavie, organisme soutenu par des organisations internationales... À partir du début des années 1990, elle documente et dénonce des atrocités commises dans le cadre des guerres de Yougoslavie. En 1991, elle organise la campagne *Candles for Peace* et, en 1992, la marche *Black Ribbon*. Lors de la guerre du Kosovo, elle se déplace à travers la Serbie, donnant des informations au monde extérieur sur les violations des droits de l'homme commises par la police et des groupes paramilitaires. Elle obtient ainsi une vidéo montrant six paramilitaires serbes exécutant six musulmans bosniaques près de Trnovo, qui servira notamment lors de l'analyse du Massacre de Srebrenica. Les informations qu'elle recueille lors de la guerre servent grandement à établir l'acte d'accusation pour le TPIY. N.

Kandic milite pour les droits de tous les groupes et minorités, particulièrement en temps de conflits. Son travail entraîne la haine de certains Serbes et militaires de la région ainsi que l'admiration d'autres défenseurs des droits de l'homme. De renommée internationale, elle est controversée dans son pays, faisant notamment l'objet d'une poursuite en diffamation par Tomislav Nikolic.

Christiana Thorpe, Sierra Leone

Vers des élections libres et équitables,



Christiana Thorpe est la première femme à occuper les fonctions de commissaire-en-chef de la commission électorale de la Sierra Leone. Elle préside la Commission électorale nationale (CEN), l'organisme chargé de préparer et de mener à bien toutes les élections publiques. Ancienne religieuse, enseignante, directrice d'école et professeure, elle accorde la plus grande importance à l'éducation et à la liberté. Ministre de l'Éducation à une époque où aucune autre femme ne siégeait au conseil des ministres, elle a lancé, pendant qu'elle détenait ce portefeuille, une organisation visant à promouvoir les droits de la femme dans les domaines de l'éducation et du travail. Fière de ses accomplissements, elle est devenue, grâce à sa ténacité, une source d'inspiration auprès des femmes et des hommes.

Zahra Abdelnaieem, Soudan

Consolider la paix, apporter l'espoir,



Zahra Abdelnaieem est à la tête de Niswa, un réseau de responsables communautaires, religieux et politiques qui se mettent en rapport avec des personnes affectées par les conflits pour œuvrer à la paix et à la réconciliation.

Ce groupe vient également en aide à des victimes de violences sexuelles en les mettant en contact avec des services médicaux, juridiques et communautaires.

Bien qu'elle ait perdu des êtres chers et qu'elle ait dû lutter jusqu'à un point extrême pour maintenir son réseau, elle a su triompher de ces obstacles en maintenant une attitude positive et en puisant ses forces auprès de sa communauté avec ténacité.

Muzoon Almellehan

« la Malala syrienne ». L'éducation, l'avenir de la Syrie.



A l'âge de 16 ans, survivante de la guerre et maintenant réfugiée en Jordanie, **Muzoon Almellehan** se bat aujourd'hui pour l'éducation des filles dans le camp de réfugiés d'Azraq en Jordanie. « L'éducation est le droit le plus important pour les enfants » dit Muzoon, parlant dans un camp du désert pour réfugiés syriens à Azraq, à quelques 100 kilomètres à l'est de la capitale jordanienne, Amman, où elle vit avec sa famille. L'Agence des Nations Unies pour l'enfance a averti que les conflits meurtriers au Moyen-Orient forcent des millions d'enfants à ne plus

recevoir d'éducation, création d'une génération perdue qui pourrait conduire à plus de militantisme et de migration. Plus de la moitié des enfants réfugiés syriens, ou environ 700 000, sont non scolarisés. Issu d'une famille d'éducateurs, il est facile de comprendre la passion de Muzoon pour l'apprentissage. Muzoon Almellehan est la plus jeune ambassadrice de l'Unicef. Selon *Time*, elle fait partie des trente adolescents les plus influents de 2017.

Nazokat Begmatova, Tadjikistan

Sortir des sentiers battus dans les champs de mines.



Vivant dans un pays où les valeurs patriarcales sont profondément ancrées, **Nazokat Begmatova**, femme de 34 ans originaire d'un village du sud du Tadjikistan, a choisi une carrière professionnelle inhabituelle, celle de démineuse humanitaire. En repoussant le mariage et en attachant 25 kg d'équipement sur son corps tous les jours, elle a brisé les stéréotypes sur l'apparence de la femme au travail. Son désir d'être active, de développer son potentiel personnel et d'explorer davantage d'opportunités lui procurant une indépendance financière l'a motivée à vaincre sa grande peur des mines. Elle travaille désormais au sein d'une équipe de déminage entièrement féminine.

Kurbongul Kosimova, Tadjikistan

Apporter la paix et la sécurité après la guerre



Kurbongul Kosimova a mis sur pied le premier abri pour des séjours de longue durée au profit des femmes victimes du conflit et de la violence domestique, et de leurs enfants. Son organisation soutient également les victimes par le biais de la création de groupes d'entraide durables par le biais de la création de groupes d'entraide durables, en formant les femmes de façon novatrice afin qu'elles puissent subvenir financièrement à leurs besoins et à ceux de leurs enfants après la guerre. Grâce à son leadership, son travail sans relâche et sa détermination, son organisation appelée *Najoti Kudakon*, ce qui signifie Sauver les enfants, et qui ne comptait au départ que quatre militantes partageant les

mêmes idées, célèbre cette année son 20e anniversaire. Après plusieurs années de plaidoyer et de pressions soutenus exercés par l'organisation, le rêve le plus cher de Kosimova a été réalisé en 2013, lorsque le gouvernement du Tadjikistan a adopté une Loi sur la prévention de la violence domestique.

Angkhana Neelapaijit, Thaïlande

Une battante pour les droits humains



Angkhana Neelapaijit est une activiste thaïlandaise des droits humains, lauréate du prestigieux prix des Droits de l'homme de Gwangju qui récompense les contributions aux droits humains, à la démocratie et à la paix. Elle a également été mise à l'honneur par la Commission nationale thaïlandaise des droits humains. La disparition forcée de son mari, Somchai Neelapaijit, avocat spécialisé dans la défense des droits humains, a changé en 2004 le cours de sa vie, et a fait d'elle un défenseur intrépide des droits humains. Présidente de la fondation Justice pour la paix, elle est considérée par Amnesty International comme « grande défenseuse des droits humains en Thaïlande du Sud.

Safak Pavey, Turquie

Créer l'histoire, construire une culture de droits



Après un accident de train traumatisant qui lui a coûté un bras et une jambe à l'âge de 19 ans, **Safak Pavey** a décidé de surmonter ses difficultés en se consacrant à la défense de l'égalité des sexes et de l'environnement. En tant que première femme députée turque infirme, elle constitue pour beaucoup un modèle exemplaire. Elle a également travaillé pour le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) dans des zones de conflits, publié trois livres, et contribue aujourd'hui à la confection des lois pour son pays. Elle s'est fixée pour mission de promouvoir l'égalité des droits pour toutes les personnes, quelles que soient leur race, leurs croyances et leurs religions. Lauréate du prix international Femmes de courage décerné par le Département d'État américain,

elle est une force à ne pas sous-estimer.



Villeneuve d'Ascq

